

SCFP QUESTIONS D'ÉCONOMIE

DOCUMENT D'INFORMATION

Énoncé économique fédéral d'octobre 2007 : sommaire et analyse

Le ministre des Finances Jim Flaherty a présenté un énoncé économique et un mini-budget surprises, avant la date prévue du 30 octobre. *L'Énoncé économique* comprend quelques baisses d'impôts attendues – et inattendues – mais rien d'autre pour assurer la vitalité à long terme de l'économie.

Voici quelques-unes des baisses d'impôts annoncées :

- Réduction d'un point de pourcentage de la TPS à compter de janvier 2008.
- coût de 6 milliards de dollars par année, 34 milliards en six ans
- Réduction du premier palier d'impôt sur le revenu des particuliers de 15,5 % à 15 % rétroactivement à janvier 2007.
- coût de 1,3 milliard de dollars par année, 8,4 milliards en six ans
- Réduction du taux d'imposition du revenu des sociétés, qui passera de 22 % à 15 % d'ici 2012, avec réduction d'un point de pourcentage dès janvier 2008.
- coût immédiat de 1,3 milliard de dollars, coût total de 14,1 milliards de dollars en cinq ans; le coût annuel atteindra plus de 10 milliards de dollars par année
- Devancement d'un an de la réduction du taux d'imposition des petites entreprises, qui passera à 11 % en 2008.
- coût temporaire totalisant 265 millions de dollars
- Accélération de l'augmentation du montant de base personnel des impôts fédéraux à 9 600 \$ pour 2007 et 2008, et à 10 100 \$ en 2009.
- coût temporaire pour deux ans totalisant 2,4 milliards de dollars

Le coût total de ces mesures s'élèvera à environ 60 milliards de dollars sur cinq ans. En tout, les conservateurs soutiennent qu'ils ont réduit les impôts de 190 milliards de dollars depuis qu'ils sont au pouvoir. Les baisses d'impôts qu'ils ont instaurées et annoncés auront coûté, par année, plus de 25 milliards de dollars d'ici l'an prochain, mais rien ne montre que ces mesures ont profité aux familles des travailleurs, ni qu'elles leur seront bénéfiques à l'avenir.

Avec seulement 20 milliards de dollars, le gouvernement fédéral aurait pu améliorer radicalement les services publics et réduire la pauvreté en instaurant les mesures suivantes :

- Mise en œuvre graduelle d'un programme national et sans but lucratif d'apprentissage et de garde des jeunes enfants, avec une place garantie pour chaque enfant canadien de 3 à 5 ans.
- Restauration de montants suffisants aux villes et aux municipalités pour leur permettre de surmonter leurs crises budgétaires et de rebâtir leur infrastructure et leurs services communautaires.
- Mise en place d'un programme national d'assurance-médicaments pour fournir des médicaments à coût abordable à tous les Canadiens.
- Octroi de ressources aux communautés des Premières Nations et autochtones pour financer l'Accord de Kelowna et répondre à d'autres besoins : santé, éducation, logement, revendications territoriales, environnement, fiscalité et bien-être des enfants.

De telles mesures auraient contribué bien davantage à améliorer la vie des travailleurs et à consolider un pays et une économie dynamiques.

Plus de 80 % de la valeur des allègements fiscaux annoncés dans cet énoncé pour les cinq années à venir sont pour la TPS et la réduction de l'impôt des sociétés, qui coûtera à terme plus de 10 milliards de dollars par année.

Les revenus créés par l'impôt des sociétés s'élèvent à 40 milliards de dollars par année; une réduction de près de 30 % équivaut donc à plus de 11 milliards de dollars. L'impôt des sociétés du Canada sera le moins élevé de tous les grands pays industrialisés d'ici 2011 et sera inférieur de 12 points de pourcentage à celui des États-Unis. Pourtant, les réductions précédentes de l'impôt des sociétés et les profits astronomiques réalisés ont à peine stimulé les investissements au Canada.

La réduction de l'impôt sur le revenu des particuliers est très minime – moins de 10 % de la valeur des baisses d'impôts annoncées aujourd'hui – et ne donnera pas plus de 186 \$ cette année à ceux dont le revenu imposable dépasse 37 000 \$. L'augmentation du montant de base personnel offre un avantage temporaire de 150 \$ par année à ceux qui y sont admissibles.

Rien ne garantit que la réduction de la TPS profitera aux consommateurs. Une portion considérable de la réduction de la TPS de l'année dernière a profité surtout aux détaillants, la plupart ayant haussé leurs prix en conséquence. On pouvait le constater non seulement à la caisse des magasins, mais aussi par une baisse de l'inflation beaucoup moins importante que prévu et par une hausse de 22 % des profits des détaillants.

La discussion de l'*Énoncé économique* porte sur l'affaiblissement de l'économie américaine et l'incertitude économique mondiale. Quelques statistiques économiques pour l'automne seront publiées sous peu et l'on s'attend à ce qu'elles montrent des signes de faiblesse dans l'économie canadienne, avec un affaissement plus marqué du secteur manufacturier et une baisse des exportations à cause du dollar élevé.

La réduction de la TPS et les baisses rétroactives d'impôts sur le revenu ne profiteront pas beaucoup à l'économie canadienne, mais il y aura un essor à court terme, ce qui empêchera de voir des chiffres déprimants au cours des prochains mois, juste avant que Stephen Harper ne déclenche des élections fédérales.

Ces importantes baisses d'impôts entraîneront aussi des déficits fédéraux – qui à leur tour mèneront à des compressions dans les services publics. Le genre de politiques mises en œuvre par le gouvernement Harris en Ontario a causé aux services publics des dommages à long terme, dont la province ne s'est toujours pas remise. En outre, les baisses d'impôts instaurées par l'administration Bush pour stimuler l'économie américaine ont été clairement inefficaces.

L'*Énoncé économique* prive le pays d'une occasion en or. Le gouvernement fédéral avait suffisamment d'argent pour faire des investissements considérables dans l'infrastructure, l'éducation, les services publics et la réduction de la pauvreté, ce qui aurait assuré des avantages durables aux Canadiens de tout le pays et consolidé l'économie à long terme. Il a plutôt choisi de gaspiller cet argent en offrant de coûteuses réductions d'impôt sur le revenu des sociétés et des taxes de vente qui n'offriront que peu de bénéfices durables.

Autres données :

Les prévisions économiques sont basées sur des sondages du secteur privé, probablement déjà désuets. Les plus récentes prévisions économiques sont plus pessimistes, compte tenu du fléchissement de l'économie américaine, des problèmes des marchés financiers, des taux d'intérêts élevés et de la montée du dollar.

Les prévisions financières sont fournies sur cinq ans. Le surplus fédéral devrait chuter à 4,4 milliards de dollars pour chacune des deux prochaines années, avant d'augmenter de nouveau. Mais selon les estimations, ce surplus pourrait disparaître si la croissance réelle du PIB et l'inflation du PIB étaient toutes deux inférieures de 1 % aux prévisions.

L'*Énoncé économique* propose également les mesures suivantes :

- Maintenir le crédit de TPS à son niveau actuel. Cette mesure ne compense que partiellement la diminution de 12 % de la valeur du crédit de TPS subie pendant les années 90 lorsqu'elle n'était pas indexée à l'inflation.
- Conserver le taux de remboursement de la TPS/TVH pour les habitations neuves – ce qui se traduit par 290 millions de dollars de bénéfices pour l'achat de nouvelles maisons.

- Maintenir aux taux actuels le remboursement de la TPS pour les organismes du secteur public – comme les universités, les hôpitaux, les écoles et les organismes de bienfaisance. Selon l'Énoncé, ces organismes retireront 165 millions de dollars de cette mesure.
- Réduire la dette fédérale de 10 milliards de dollars en 2007-2008.

Le gouvernement fédéral incite les provinces à réduire leurs taux d'imposition du revenu des sociétés à 10 %.

Le gouvernement fédéral conseille aussi fortement à l'Ontario, à la Saskatchewan, au Manitoba et à la Colombie-Britannique d'harmoniser leurs taxes de vente au détail à la TPS. Cette mesure fournirait encore d'autres grands avantages aux entreprises, mais nuirait aux consommateurs parce que beaucoup de biens sont exemptés des taxes de vente provinciales.

:mlb*mf/sep491

S:\Research\WPTEXT\ECONOMY\ECONOMIC BRIEFS\2007 Econ Statement Summary and Analysis-fr.doc

Le 31 octobre 2007